

1. Intitulé du certificat (Dans la langue d'origine)

MASTER - DROIT, ÉCONOMIE, GESTION, à finalité RECHERCHE et PROFESSIONNELLE, Mention MANAGEMENT Spécialité ÉTHIQUE ET ORGANISATIONS

2. Traduction de l'intitulé du certificat (Le cas échéant. Cette traduction est dépourvue de toute valeur légale)

3. Éléments de compétences acquis

Le Master Management des Administrations Publiques demande des compétences relevant de plusieurs disciplines.

- de maîtriser parfaitement les techniques de communication et de marketing dans la sphère non marchande ;
- d'avoir une bonne connaissance dans les domaines du management des politiques publiques et des services publics ;
- ;
- de connaître les bases en matière de ressources humaines dans le secteur public ;
- d'avoir une bonne connaissance du domaine des finances publiques ;
- de connaître les bases du droit des marchés publics ;-
- d'avoir un bon niveau en anglais dans le cadre de l'Union Européenne ;
- d'appliquer et utiliser les TIC dans le cadre de la sphère publique.
- de maîtriser les bases en gestion, droit et éthique;
- de connaître les problématiques actuelles de l'éthique dans le monde de l'entreprise, les dispositifs et les démarches d'intervention face aux problèmes d'éthique, les risques psychosociaux;
- de maîtriser les méthodologies de recherche permettant de poser un diagnostic organisationnel pour mener à bien un travail d'étude ou de recherche.

4. Secteurs d'activité et/ou types d'emplois accessibles par le détenteur du certificat

Secteurs d'activité :

Les administrations centrales ou déconcentrées de l'Etat ainsi que les établissements publics ont des besoins bien spécifiques liés à la réforme de l'Etat et à l'application de la LOLF. Sont recherchés des profils pluridisciplinaires ayant des connaissances et des compétences spécifiques (management de projet, communication, droit des marchés publics, etc.).

- **Les collectivités territoriales** recherchent des managers possédant entre autres des compétences juridiques, des compétences portant sur le management des politiques publiques ainsi que sur le management d'une organisation publique (ressources humaines, finance, marketing, etc.).

- **Le secteur non marchand** (associations, fédérations, etc.) constitue un secteur en mutation visant à se professionnaliser. Ainsi, les grandes fonctions traditionnelles de l'entreprise sont à adapter et des compétences spécifiques touchant à la dimension non marchande sont recherchées.

- **Les entreprises publiques** privilégient des collaborateurs ayant non seulement des compétences managériales mais aussi une bonne connaissance de la sphère publique.

- **Les entreprises privées contractualisant souvent avec la sphère publique** recherchent des personnes ressources possédant une bonne connaissance de la prise de décision dans l'administration ou dans les collectivités territoriales ainsi que des compétences dans le domaine des partenariats publics privés.

- Consultation, sociétés de conseil
- Gestion d'entreprise
- Enseignement et de la recherche

Type d'emploi accessibles :

- RESPONSABLE « RSE » ET DEVELOPPEMENT DURABLE
- CONSULTANT(E)/CONSEIL POUR LES ORGANISATIONS PUBLIQUES OU PRIVEES
- REFERENT(E) EGALITE PROFESSIONNELLE/ DIVERSITE/ HANDICAP
- ENSEIGNANT(E)-CHERCHEUR(E)
- RESPONSABLE D'ENTREPRISE
- PARTENAIRES SOCIAUX (SYNDICATS, ASSOCIATIONS ...)

Code(s) ROME :

M1502 - Développement des ressources humaines
 K2401 - Recherche en sciences de l'homme et de la société
 M1402 - Conseil en organisation et management d'entreprise
 K2108 - Enseignement supérieur

Références juridiques des réglementations d'activité :

-

5. Base officielle du certificat

Organisme(s) certificateur(s)

Nom légal certificateur(s) :

Ministère de l'Enseignement Supérieur
 Université Paris Descartes - Paris 5

Système de notation / conditions d'octroi

Modalités d'évaluation :

-

Description des modalités d'acquisition de la certification par capitalisation des blocs de compétences et/ou par équivalence :

-

Niveau (national ou européen) du certificat

Niveau national (Décret n° 2019-14 du 8 janvier 2019 relatif au cadre national des certifications professionnelles) : Niveau 7
 Niveau du Cadre européen des certifications (CEC) : Niveau 7

Autorité responsable de l'habilitation du certificat

France compétences
 11 rue Scribe 75009 Paris

Accès au niveau suivant d'éducation / de formation

Accords internationaux de reconnaissance des qualifications

Base légale

Date de décision d'enregistrement : -

Durée de l'enregistrement : -

Date d'échéance de l'enregistrement : 31/10/2019

6. Modes d'accès à la certification officiellement reconnus

Par expérience	Oui
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	Oui
En contrat d'apprentissage	Oui
Après un parcours de formation continue	Oui
En contrat de professionnalisation	Oui
Par candidature individuelle	Oui

7. Information complémentaire

Niveau d'entrée requis (Le cas échéant)

-
Pour toute information complémentaire, notamment sur le système national de qualifications :

<https://www.francecompetences.fr>

Centre national Europass

<https://agence.erasmusplus.fr/programme-erasmus/outils/europass>